



Eurobaromètre Standard 78

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE Automne 2012

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Commission européenne,
Direction générale Communication

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 78 / Automne 2012 – TNS Opinion & Social

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
1. La citoyenneté européenne : le défi de la superposition	3
1.1 Un sentiment de citoyenneté partagé par les deux tiers des Français	3
1.2 Une certaine méconnaissance des droits et une réelle attente d'en savoir plus	4
1.3 Des interactions nombreuses avec les autres pays européens	6
1.4 Des bénéfices perçus assez limités hors l'absence de contrôle aux frontières	6
1.5 Un certain intérêt pour le droit d'initiative européenne	7
2. L'accès à l'information sur les questions européennes : les réseaux sociaux, une solution ?	9
2.1 Le sentiment d'être mal informé sur l'Europe	9
2.2 La place hégémonique de la télévision	10
2.3 Un rôle d'information qui devrait revenir aux sites internet	11
2.4 Réseaux sociaux : une solution très partielle	12

Introduction

Les sondages Eurobaromètre "Standard" sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale de la Communication, Unité "Recherche et Speechwriting"). Ils sont menés dans les 27 pays membres de l'Union européenne, dans les six pays candidats (Croatie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Serbie, Monténégro, Turquie, Islande) et dans la Communauté chypriote turque située dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Dans chaque pays, un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans ou plus est interrogé en face-à-face.

Cette enquête « **Eurobaromètre 78** » a été réalisée en France du 2 au 18 novembre par l'institut **TNS Sofres** auprès d'un échantillon représentatif de 1008 personnes âgées de 15 ans ou plus.

De premiers résultats relatifs notamment aux préoccupations des Européens, aux enjeux économiques et aux institutions politiques ont déjà été publiés¹. Le présent rapport présente des données inédites sur la citoyenneté européenne ainsi que sur les habitudes médiatiques et l'information sur les questions européennes.

En France, le sondage a été effectué dans un contexte post-électoral et le retour à un climat de forte morosité, après une brève embellie au moment de l'élection présidentielle. Début novembre, la cote de confiance du couple exécutif n'était plus que de 36% pour François Hollande et 34% pour Jean-Marc Ayrault (baromètre TNS Sofres pour *Le Figaro Magazine*). Ce mécontentement est lié à la situation économique, avec l'annonce de plans sociaux et de fermetures d'usines et la poursuite de l'augmentation du chômage. L'agenda était également dominé par le débat sur les finances publiques et sur la compétitivité. Sur le plan européen, la nouvelle équipe au pouvoir en France se réjouissait d'avoir fait compléter avant l'été le "Pacte budgétaire" par un "Pacte de croissance".

L'actualité internationale était dominée par la campagne électorale américaine, avec la réélection du Président Obama le 6 novembre, ainsi que par la crise syrienne.

¹ Premiers résultats : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb78/eb78_first_fr.pdf
Annexe : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb78/eb78_anx_en.pdf

1. La citoyenneté européenne : le défi de la superposition

Vingt ans après le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992, qui a instauré la citoyenneté européenne, la Commission européenne a lancé, le 10 janvier 2013, « l'Année européenne des citoyens² ».

Dans l'opinion française, le sentiment de citoyenneté est assez largement répandu, mais se heurte à un "plafond de verre" lié à l'éducation. Toutefois, dans les faits, les Français ont expérimenté de nombreuses interactions avec les autres pays européens.

1.1 Un sentiment de citoyenneté européenne partagé par les deux tiers des Français

66% des Français se sentent aujourd'hui citoyen de l'Union européenne, un niveau proche de celui observé dans l'ensemble de l'Europe (63%).

Ce sentiment est fortement lié au niveau d'études et à la classe sociale de l'interviewé : parmi les Français ayant arrêté leurs études avant 15 ans, « seuls » 59% se sentent européens, alors qu'ils sont 71% parmi ceux qui les ont poursuivies après l'âge de 20 ans. Dans le même sens, 56% des Français déclarant appartenir à la classe ouvrière se sentent citoyens européens et ils sont 80% parmi ceux qui déclarent appartenir à la classe supérieure.

Les plus européens des Français sont également les plus intéressés par la politique : 76% se sentent citoyens de l'Union européenne parmi les plus intéressés et seulement 53% parmi les moins intéressés.

Le lien entre le sentiment de citoyenneté européenne et l'utilisation d'Internet est en revanche faible : qu'ils soient Internautes au quotidien, de temps en temps ou non-internautes, le sentiment de citoyenneté européenne ne varie pas de plus de 3 points.

² <http://europa.eu/citizens-2013/fr/home>

Le sentiment de citoyenneté
Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE ?

(En %)	UE	France
Oui, tout à fait	22	25
Oui, plutôt	41	41
ST « Oui »	63	66
Non, pas vraiment	23	18
Non, absolument pas	13	15
ST « Non »	36	33
NSP	1	1

ST « Oui »		
Age de fin d'études	Moins de 15 ans	59
	16 à 19 ans	62
	20 ans et plus	71
Auto-positionnement dans une classe sociale	Classe ouvrière	56
	Classe moyenne	70
	Classe supérieure	80
Intérêt pour la politique	Fort	76
	Moyen	72
	Faible	59
	Pas du tout	53
Utilisation d'Internet	Tous les jours	67
	Souvent / parfois	65
	Jamais	64

1.2 Une certaine méconnaissance des droits et une réelle attente d'en savoir plus

66% des Français déclarent ne pas bien connaître leurs droits en tant que citoyens de l'Union européenne (alors qu'ils ne sont « que » 54% dans l'ensemble de l'Union), et seulement 7% d'entre eux affirment les connaître « tout à fait ».

Pour autant, les Français sont intéressés par ces droits spécifiques puisque 70% d'entre eux aimeraient en savoir plus sur ce sujet.

L'information sur ses droits en tant que citoyen de l'Union européenne

Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

	Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'Union européenne		Vous aimeriez en savoir plus sur vos droits en tant que citoyen(ne) de l'Union européenne	
(En %)	UE	France	UE	France
Oui, tout à fait	9	7	22	26
Oui, plutôt	36	26	40	44
ST « Oui »	45	33	62	70
Non, pas vraiment	37	39	25	15
Non, absolument pas	17	27	10	13
ST « Non »	54	66	35	28
NSP	1	1	3	2

Plus précisément, les Français aimeraient avoir des informations sur le travail dans un autre pays de l'Union européenne (32%), le fait de vivre dans un autre pays de l'Union (27%), l'aide médicale dans un autre pays (23%) ou encore le fait de bénéficier d'une protection consulaire d'un pays de l'Union européenne quand ils se trouvent dans un pays hors de l'Union et que la France n'y est pas représentée (22%).

Les droits sur lesquels les Français aimeraient avoir davantage d'information

Sur quels droits en tant que citoyen(ne) de l'UE souhaiteriez-vous en savoir plus ?

Question posée aux personnes qui aimeraient en savoir plus		
(En %)	UE	France
	62% de l'échantillon	70% de l'échantillon
Travailler dans un autre Etat membre de l'UE	37	32
Vivre dans un autre Etat membre de l'UE	31	27
Recevoir de l'aide médicale dans un autre Etat membre de l'UE	32	23
Bénéficier d'une protection consulaire de n'importe quel Etat membre de l'UE quand vous êtes en dehors de l'UE et que votre propre pays n'est pas représenté là-bas	19	22
Etudier dans un autre Etat membre de l'UE	14	16
Voter aux élections dans un autre Etat membre de l'UE	9	13
Acheter des biens dans un autre Etat membre de l'UE	13	13
Acheter des services dans un autre Etat membre de l'UE	9	7

1.3 Des interactions nombreuses avec les autres pays européens

Au cours de l'année écoulée, une part non négligeable des Français déclare avoir eu une ou plusieurs interaction(s) avec d'autres pays de l'Union européenne.

Ainsi, 44% des Français ont eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'Union européenne et 37% ont visité un autre pays de l'Union européenne. Des niveaux d'autant plus élevés que les personnes interrogées sont jeunes, diplômées ou urbaines.

Les interactions avec les autres pays européens

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous... ?

ST « Oui »	UE	France
Eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'Union européenne	48	44
Visiter un autre pays de l'Union européenne	41	37
Regardé un programme à la télévision dans une langue autre que votre langue maternelle	35	32
Lu un livre, un journal ou un magazine dans une langue autre que votre langue maternelle	25	24
Utilisé Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'Union européenne	20	24

1.4 Des bénéfices perçus assez limités hors l'absence de contrôle aux frontières

Interrogés sur le fait d'avoir bénéficié ou non d'un certain nombre de réalisations de l'Union européenne, la grande majorité des Français répond de façon négative, à l'exception de l'absence ou la diminution des contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger (cités par 41%). Assez loin derrière, on retrouve les billets d'avion moins chers et un plus grand choix de compagnies aériennes (19%), une amélioration des droits des consommateurs lors de l'achat de produits ou services dans un autre pays de l'Union européenne (17%) et des coûts de communication moins élevés pour l'utilisation d'un téléphone mobile dans un autre pays de l'Union européenne (16%).

Les bénéfices tangibles des réalisations de l'Union européenne

Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non... ?

% A bénéficié	UE	France
Pas / moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger	41	41
Une amélioration des droits des consommateurs lors de l'achat de produits ou services dans un autre Etat membre de l'UE	20	17
Des coûts de communication moins élevés pour l'utilisation d'un téléphone mobile dans un autre Etat membre de l'UE	26	16
Recevoir de l'aide médicale dans un autre Etat membre de l'UE	12	6
Un renforcement des droits des passagers des transports aériens dans l'UE	17	9
Travailler dans un autre Etat membre de l'UE	11	6
Vivre dans un autre Etat membre de l'UE	11	7
Etudier dans un autre Etat membre de l'UE	9	4
Des billets d'avion moins chers et un plus grand choix de compagnies aériennes	26	19

1.5 Un certain intérêt pour le droit d'initiative citoyenne européenne

Trois ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, qui instaure le droit d'initiative citoyenne européenne, 18% des Français estiment probable qu'ils en fassent usage, un chiffre très proche de ce qu'on l'on observe dans l'ensemble de l'Union européenne (21%).

On observe sur ce point peu de différences entre les différentes catégories de population.

Intérêt pour le droit d'initiative citoyenne européenne

Quelle est la probabilité pour que vous fassiez ou pas usage de ce droit d'initiative citoyenne européenne ?

(En %)	UE	France
Très probable	4	3
Assez probable	17	15
ST Probable	21	18
Assez peu probable	35	37
Pas du tout probable	34	38
ST Pas probable	69	75
NSP	10	7

Plus particulièrement, les Français seraient susceptibles de faire usage de ce droit en matière d'emploi avant tout (39%), d'éducation (26%), d'environnement (25%), de protection des consommateurs (25%) ou encore de retraites (22%).

Domaines dans lesquels susceptibles de faire usage du droit d'initiative citoyenne européenne

Et que vous pensiez ou non pouvoir faire usage de ce droit, si vous deviez le faire, dans quels domaines parmi les suivants seriez-vous le plus susceptible de faire usage de cette Initiative Citoyenne Européenne ?

(En %)	UE	France
L'emploi	38	39
L'environnement	19	25
Les retraites / les pensions	22	22
L'éducation	24	26
Le sport	4	4
L'élargissement de l'UE	6	7
La fiscalité	20	19
La mobilité des citoyens de l'UE	9	10
La politique étrangère et de sécurité commune	9	10
L'agriculture	8	6
L'immigration	12	16
L'énergie	13	17
L'insécurité	13	15
Le terrorisme	6	9
La protection des consommateurs	20	25
Des problèmes avec votre Gouvernement national	12	7
Les droits fondamentaux des citoyens de l'UE	22	19
Autre	1	2
NSP	15	14

2. L'accès à l'information sur les questions européennes : les réseaux sociaux, une solution ?

L'émergence d'un sentiment de citoyenneté européenne pourrait être ralentie par ce qui est largement perçu comme un faible niveau d'information sur l'Europe.

2.1 Le sentiment d'être mal informé sur l'Europe

Que la question porte sur leur cas personnel ou sur l'ensemble de leurs concitoyens, les Français estiment qu'ils sont mal informés sur les questions européennes : 16% ont l'impression que les Français sont bien informés et 24% estiment être eux-mêmes bien informés, des scores en léger recul par rapport à 2011.

La France se situe en deçà de la moyenne de l'UE, avec des différences relativement marquées de 6 ou 7 points sur le sous-total « bien informé(es) ».

Le sentiment d'information

En général, dans quelle mesure pensez-vous que dans votre pays les gens sont bien informés ou pas bien informés sur les questions européennes ?

	UE		France	
(En %)	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012
Très bien informés	2	2	1	1
Plutôt bien informés	22	20	18	15
ST bien informés	24	22	19	16
Pas très bien informés	58	57	62	61
Pas du tout informés	15	18	17	21
ST mal informés	73	75	79	82
NSP	3	3	2	2

Le sentiment d'information personnel

Et en général, dans quelle mesure pensez-vous être bien informé(e) ou pas sur les questions européennes ?

	UE		France	
(En %)	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012
Très bien informé(e)	3	2	2	1
Plutôt bien informé(e)	30	29	23	23
ST bien informé(e)	33	31	25	24
Pas très bien informé(e)	51	50	56	54
Pas du tout informé(e)	15	18	17	21
ST mal informé(e)	66	68	73	75
NSP	1	1	2	1

Dans le détail, les différences en termes de classe sociale et de fréquence d'utilisation des médias sont les critères les plus liés au sentiment d'information. En effet, 51% des personnes interrogées qui considèrent appartenir à la classe sociale supérieure s'estiment bien informés sur les questions européennes³ alors qu'ils ne sont que 12% parmi ceux qui estiment appartenir à la classe ouvrière. De la même façon, ceux qui utilisent souvent les médias se déclarent davantage informés que ceux qui en ont une faible utilisation.

(En % pour la France)	Bien informés	Pas bien informés
Considère appartenir à la classe ouvrière	12	86
Considère appartenir à la classe moyenne	29	70
Considère appartenir à la classe supérieure	51	49

(En % pour la France)	Bien informés	Pas bien informés
Indice d'utilisation des médias très élevé	31	69
Indice d'utilisation des médias élevé	23	75
Indice d'utilisation des médias faible	13	84
Indice d'utilisation des médias très faible	8	85

2.2 La place hégémonique de la télévision

Comme dans le reste de l'Union, la télévision est toujours la première source d'information des Français sur les questions européennes, mais en recul par rapport à 2011 (- 6 points), devant la radio, deuxième source évoquée (14%, + 3), la presse écrite (11%, + 1) et Internet (10%, + 2).

Les sources d'information pour les questions européennes

Quelle est votre principale source d'information à propos des affaires politiques européennes ? Premièrement ?

(En %)	UE		France	
	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012
La télévision	61	58	60	54
La presse	11	11	10	11
La radio	7	7	11	14
Internet	10	12	8	10

³ Résultats à interpréter avec prudence étant donné la faiblesse de l'effectif

Le sentiment sur le volume d'information reçu

En général, pensez-vous que la télévision française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'UE ?

	UE		France	
(En %)	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012
Télévision				
Suffisamment	54	55	38	45
Trop	11	11	10	8
Trop peu	28	27	43	40
Sans opinion	7	7	9	7

En revanche, contrairement à ce qu'on observait à l'automne 2011, les Français sont maintenant plus nombreux à estimer que la télévision parle suffisamment de l'UE (45%) qu'à estimer qu'elle en parle trop peu (40%). Le niveau d'information reçu par la télévision sur l'UE reste cependant en-deçà de ce qui est perçu dans le reste de l'Union européenne.

2.3 Un rôle d'information qui devrait revenir aux sites internet

Dans ce contexte, les Français sont de plus en plus nombreux à privilégier les sites d'information comme source sur l'Europe : les sites d'information médias (journaux, magazines à 42%), stables pour la période, et les sites institutionnels ou officiels (39%), en hausse de 7 points par rapport à l'année dernière.

Les sources d'information sur Internet

Sur quels sites estimeriez-vous utile de trouver de l'information sur l'UE ?

	UE		France	
(En %)	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012	EB 76 – automne 2011	EB 78 – automne 2012
Des sites d'information (sites de journaux, magazines, etc.)	37	36	42	42
Des sites institutionnels ou officiels (sites gouvernementaux, etc.)	28	32	31	39
Des réseaux sociaux en ligne	9	12	7	8
Des blogs	5	5	5	6
Des sites de partage vidéo	3	4	3	3
Autre	1	1	1	1
Aucun	24	24	28	25
NSP	20	16	10	9

Si Internet s'avère donc être une source potentiellement utile d'information pour les deux tiers des Français, les réseaux sociaux ne sont cités pour leur part que par 8% des Français.

2.4 Réseaux sociaux : une solution très partielle

Les questions spécifiquement axées sur les réseaux sociaux révèlent que les Français les perçoivent davantage comme un moyen d'expression que comme une source d'information à proprement parler. En effet, 49% des Français estiment qu'ils sont un bon moyen « de dire ce qu'on pense des questions politiques » et 57% jugent que l'information provenant de ces réseaux n'est pas fiable. Ce chiffre atteint même 69% chez les utilisateurs quotidiens d'Internet (qui représentent 64% de l'échantillon total).

La perception des réseaux sociaux comme source d'information

Que vous participiez ou non aux réseaux sociaux en ligne (sites de réseaux sociaux, blogs, sites de partage de vidéos), pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(En %)	UE	France	Utilisateurs quotidiens d'Internet en France
Les réseaux sociaux sont un moyen moderne de rester au courant des affaires politiques			
ST d'accord	50	42	50
ST pas d'accord	25	38	41
Sans opinion	25	20	9
L'information à propos des affaires politiques provenant des réseaux sociaux en ligne n'est pas fiable			
ST d'accord	43	57	69
ST pas d'accord	27	19	20
Sans opinion	30	24	11
Les réseaux sociaux en ligne sont un bon moyen de maintenir l'intérêt des gens pour les affaires politiques			
ST d'accord	50	36	45
ST pas d'accord	25	41	43
Sans opinion	25	23	12
Les réseaux sociaux en ligne sont un bon moyen de dire ce qu'on pense des questions politiques			
ST d'accord	50	49	60
ST pas d'accord	25	31	32
Sans opinion	25	20	8

Le problème de fiabilité et de confiance dans l'information venant des réseaux sociaux souligne que ces outils, s'ils peuvent constituer un élément de la réponse à apporter au manque d'information ressenti par une grande majorité des citoyens, ne sauraient en aucun cas, à l'heure actuelle, constituer le seul media de référence pour les questions européennes.